Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

114-115 | 2008
L'empathie en anthropologie

La nation à l'épreuve de la Bolivie commentaires sur le vif

Pascale Absi

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/jda/334
DOI : 10.4000/jda.334
ISSN : 2114-2203

Éditeur
Association française des anthropologues

Édition imprimée
Date de publication : 1 décembre 2008
Pagination : 313-323
ISSN : 1156-0428

Référence électronique
Pascale Absi, « La nation à l'épreuve de la Bolivie commentaires sur le vif », *Journal des anthropologues* [En ligne], 114-115 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/jda/334 ; DOI : 10.4000/jda.334

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Journal des anthropologues

La nation à l'épreuve de la Bolivie commentaires sur le vif

Pascale Absi

1 La nationalisation des hydrocarbures et d'entreprises privatisées dans les années 1990 et la redistribution de leurs bénéfices (pour les plus de 60 ans et les élèves des écoles publiques), la hausse des salaires minimum, une meilleure couverture médicale, l'élimination de l'analphabétisme, des ministres non corrompus et surtout l'accès au pouvoir de groupes sociaux qui ne s'y sont jamais sentis représentés, expliquent les 67 % de votes favorables au gouvernement d'Evo Morales. En août dernier, le président avait remis son mandat aux urnes pour casser l'image d'impopularité véhiculée par ses détracteurs. Mais malgré l'incontestable soutien populaire dont il bénéficie, les coups de force de l'opposition et ceux des mouvements sociaux qui ont porté Evo Morales au pouvoir en décembre 2005 se multiplient.

2 Siège de l'Assemblée constituante par les uns puis par les autres, confrontations violentes, agressions physiques aux élus, aux dirigeants politiques et contre leurs domiciles, barrages routiers et opérations ville morte et, plus récemment, occupation et saccage des institutions de l'État dans les villes dirigées par l'opposition font le quotidien du pays. Après la relative accalmie qui suivit l'élection présidentielle de 2005, on est presque tenté de parler d'un retour à la routine tant le pays est coutumier des convulsions de la rue. Mais si la vie politique bolivienne s'est toujours en grande partie jouée aux marges des institutions, les rôles ont changé. Cauchemar des présidents en place, les mouvements populaires se reconnaissent aujourd'hui dans le gouvernement et se consacrent désormais à le défendre d´une opposition qui leur a emprunté leurs modes de pression et de mobilisation. Suite à la déliquescence des partis traditionnels, toutes les mouvances semblent en effet s'être constituées en « mouvement social ». Au-delà du partage de l'exercice direct de la souveraineté populaire depuis l'espace public des manifestations, des meetings et des coups de main, toutes utilisent l'identité – ethnique, régionale voir l'autodétermination – comme slogan fédérateur. Toutes se réclament également des droits humains et de la lutte pour la démocratie. Si tant de convergences apparentes ne confondent pas les électeurs, c'est évidemment parce que chacun donne à

ces injonctions le contenu qui lui convient et que les véritables enjeux du conflit sont ailleurs...

3 Les lignes qui suivent ne prétendent pas se substituer aux nombreux travaux existants et en cours sur la vie politique bolivienne[1]. Elles se proposent simplement d'introduire l'actualité d'un pays dont l'expérience nourrit les réflexions sur la question des identités et de l'imaginaire de la nation.

« Ponchos et cravates », l'élection d'Evo Morales

4 La légendaire capacité de mobilisation des organisations populaires et syndicales boliviennes suscite depuis de nombreuses années l'intérêt des chercheurs étrangers. Au début des années 2000, elle s'est cristallisée contre l'application drastique des politiques néolibérales et les privatisations qui mirent à mal l'économie du pays et celle des foyers les plus démunis. L'expulsion d'une transnationale chargée de l'administration de l'eau en 2000, puis la fuite précipitée du président Sanchez de Lozada, exécuteur de l'ajustement structurel en 2003, en constituent les deux victoires fondatrices. C'est dans ce contexte que surgit le projet et la convocation, en août 2006, d'une Assemblée constituante chargée de réorienter la marche du pays.

5 Avant les élections présidentielles de 2005, les exigences du retour de l'État à un rôle prédominant dans l'économie et de redistribution des rentes des hydrocarbures avaient rencontré les demandes des mouvements indigènes dans la lutte pour la justice sociale. Fortifiées par les directives internationales en faveur des « peuples autochtones » et la reconnaissance de territoires indigènes à partir des années 1990, leurs revendications concernent principalement le contrôle des territoires coutumiers et l'exercice d'une autodétermination – politique, culturelle et juridique – ainsi que la « décolonisation de l'État monoculturel » et une véritable participation politique à la reconstruction de la nation. En Bolivie, il a en effet fallu attendre la révolution nationale populaire de 1952[2] pour que le suffrage devienne universel, s'ouvrant aux paysans et aux indigènes[3]. L'accès aux urnes, à l'éducation formelle et la suppression du régime servile qui attachaient les paysans aux propriétaires terriens ne permit cependant pas de rompre avec leur exclusion de fait du pouvoir institutionnel. Dominé par les ouvriers et des intellectuels, le gouvernement qui surgit de la révolution nationale subjuga les mouvements paysans et indianistes qu'il relégua au second rang. Sa rhétorique de classe qui transforma idéologiquement les « Indiens » en paysans n'a pas su satisfaire les revendications d'autonomie, de plurilinguisme et de multinationalité. Pas plus qu'elle n'en finit avec un racisme ordinaire qui réduit aujourd'hui encore une partie de la population, au mieux au rang d'enfant irraisonnable voué à la tutelle paternelle du patron, au pire à celui de sauvage irrationnel à soumettre y compris violemment.

6 C'est de la conjonction entre les demandes insatisfaites des indigènes[4] et celles des autres secteurs populaires que surgit le Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales conçu comme l'instrument politique d'un gouvernement des mouvements sociaux. Dans un pays où 60 % des quelques 8 millions de Boliviens ont déclaré s'identifier avec un « peuple autochtone »[5] – y compris en zone urbaine – l'alliance semble logique. Elle s'incarne dans la personne même du président Morales. Porté par la puissante organisation des producteurs de feuilles de coca, ce dirigeant syndical a su jouer le moment venu d'une origine indigène jusqu'alors accessoire dans sa trajectoire politique. Il allait ainsi porter le « poncho » paysan indigène du slogan « poncho et cravate » de la

campagne présidentielle tandis que son vice-président, le sociologue Alvaro Garcia Linera – issu du mouvement indianiste katariste[6] – symbolisait l'adhésion des classes supérieures et des intellectuels de gauche. Unie par la volonté commune d'en finir avec le monopole d'une classe politique traditionnelle dominée par des élites opportunistes, l'alliance des ponchos et des cravates n'est cependant pas dépourvue de contradictions lorsqu'il s'agit d'articuler une politique nationaliste, basée sur une lecture classiste de la société, et les revendications culturalistes et localistes des partisans indigènes. La tension entre ces deux lignes est constitutive du gouvernement, par exemple en ce qui concerne le contrôle des matières premières situées en territoires indigènes. Si la pression croissante de l'opposition ressert aujourd'hui les rangs, la difficulté de répondre aux demandes diverses de l'ensemble des secteurs sociaux qui composent le MAS et de leur imposer les compromis de la raison d'État menacent à tout moment le gouvernement de se faire déborder par ses propres bases.

Les ancrages régionalistes de l'opposition

7 Le contexte de la montée électorale du MAS est celle de l'affaiblissement – voir de la disparition – des partis traditionnels de tous bords, disqualifiés par leurs pratiques corrompues, népotiques et par leur soumission aux injonctions néolibérales. Aujourd'hui, dans cinque des neuf départements du pays, l'opposition s'est recomposée autour de revendications régionalistes sans véritable autre projet national que d'en finir avec la « révolution démocratique » prônée par le gouvernement. Sur ces cinq départements, quatre correspondent aux basses terres tropicales[7] – par opposition aux hauts plateaux et à la cordillère des Andes – ce qui n'est pas sans effet sur la traduction culturaliste des clivages politiques. Les préfets – élus depuis 2006 par les habitants – et des organisations civiles appelées « comités civiques » composés des principales institutions publiques (mairie, préfecture, université...) et d'associations d'entrepreneurs, ont pris la tête de la lutte pour les autonomies régionales. D'une revendication historique, la demande contre le centralisme d'État est devenue l'instrument de destabilisation d'un gouvernement particulier.

8 Les régions concernées doivent leur récente croissance économique au développement de l'industrie agroalimentaire et à leurs richesses en gaz et en pétrole. Elles génèrent aujourd'hui la plus grande partie du PIB. De leur point de vue, les enjeux de la décentralisation concernent principalement le contrôle de l'exploitation et des bénéfices des ressources du sous-sol ainsi qu'un modèle économique et tributaire favorable aux entreprises modernes, par opposition aux modes de production plus traditionnels des mines et de l'agriculture parcellaire des hautes terres. C'est sur la base des stéréotypes « moderne/traditionnel », « développés/arriérés » que se sont en grande partie construites les identités régionales qui servent de fer de lance aux revendications autonomistes. La grande force du recours naturalisé à l'identité régionale étant évidemment d'offrir à tous, indépendamment des intérêts particuliers, un horizon commun qui fonctionne comme un ciment entre les différentes classes sociales. Elle réussit même à s'imposer à certaines organisations indigènes des basses terres, au détriment d'une loyauté « naturelle » au gouvernement d'Evo Morales. Dans ces départements, les récentes consultations populaires sur les autonomies ont obtenu de 60 à plus de 70 % de votes favorables.

9 L'attachement du gouvernement à un État central fort, sa volonté d'augmenter son contrôle des ressources naturelles (désormais en grande partie nationalisées), la reconnaissance de territoires indigènes dotés d'autonomies politiques et juridiques qui réduisent l'emprise des gouvernements régionaux, ainsi que le projet de limiter l'extension maximale de la tenure foncière et le renforcement de la ponction fiscale, ont évidemment mis le feu aux poudres. La résistance des régions va alors se focaliser contre le projet de nouvelle constitution de l'État où devrait prendre corps la plupart de ces réformes. Minoritaires parmi les élus et confrontés à la mainmise du gouvernement sur les travaux de l'Assemblée, les représentants de l'opposition se sont principalement dédiés à la boycotter et à l'enliser dans des débats formels. La thématique régionale qui fracture la droite traditionnelle selon l'origine géographique de ses partisans – y compris entre les différentes régions autonomistes – ne permit en effet pas à l'opposition de construire un véritable projet alternatif de société à échelle du pays. Fin 2007, dans un climat de violence, la nouvelle constitution est approuvée à l'arraché par les élus ralliés au MAS. Pour entrer en vigueur, elle doit encore être soumise aux électeurs. Fort des 67 % obtenus au niveau national et de sa majorité absolue dans six des neuf départements, le gouvernement a décidé d'enclencher le référendum sur la nouvelle constitution. Acculée par l'ampleur du soutien populaire, y compris dans les provinces des départements qu'elle domine, l'opposition a redoublé son entreprise de déstabilisation. La violence, le saccage et l'occupation des institutions publiques dans quatre capitales de départements (Santa Cruz, Tarija, Pando et Béni) ainsi que les affrontements qui se terminèrent par le massacre d'une quinzaine de paysans dans la région tropicale de Pando contraignirent les deux bords à reprendre le chemin de la négociation. Dans le dialogue en cours, seul un accord sur le régime d'autonomie des régions qui en ont fait la demande et son incorporation à la nouvelle constitution d'État devrait permettre un retour au calme.

10 L'accent mis par l'opposition sur la défense des intérêts immédiats des élites régionales au détriment d'une contradiction constructive finit par évacuer le débat de fond sur la nature de l'État bolivien, notamment sa transformation en État unitaire mais plurinational – et non seulement pluriethnique comme il l'est actuellement – proposée par la nouvelle constitution. Qu'est-ce qui fonde une nation ? Comment plusieurs nations peuvent-elles coexister dans un État unitaire et avec la nationalité bolivienne ? Dans un pays à la tradition républicaine héritée des premières nations européennes, cette relégation s'explique en partie par le fait que tous les acteurs jouent désormais la carte des identités particulières, régionales et ethniques. Aujourd'hui, c'est à la généalogie des uns et des autres à laquelle il revient d'expliquer in fine la nature essentielle des désaccords politiques. L'horizon identitaire du métissage prôné par l'État assimilationniste de la révolution de 1952 est remis au placard.

La démocratie un concept ethnique ?

11 Impulsée depuis les mouvements indigènes et officialisée par le nouveau projet de constitution, la possibilité d'une citoyenneté différentielle en fonction de l'origine ethnique a revitalisé l'ancrage identitaire des demandes régionales. Dès la deuxième moitié du XX[e] siècle surgit, dans la région de Santa Cruz, l'idée d'une « nation camba » biologiquement et psychologiquement distincte des « kollas » de la cordillère et des hauts plateaux[8]. Les premiers auraient conservé les qualités de la race andalouse des conquistadores tandis que les seconds auraient subi de plein fouet la conquête, focalisée

sur les richesses minières des Andes, et la disgrâce d'un métissage imparfait qui n'a pas pu vaincre les défauts de la « race incasique »[9]. Au XIX[e] siècle, le darwinisme social avait permis aux idéologues créoles de la nation de justifier le « retard » de l'économie bolivienne par la présence du sang indigène, et de légitimer la marginalisation des « Indiens », l'expansion de la grande propriété terrienne et l'appropriation forcée de leur main-d'œuvre. Aujourd'hui, la naturalisation des processus socioéconomiques et des identifications autorise à penser le développement économique des basses terres par la nature de ses habitants. Joyeux, hospitalier, libéral, moderne et progressiste, les stéréotypes du « Camba » l'opposent aux paysans et aux classes populaires des Andes, vindicatifs et aigris par la colonisation, méfiants et austères comme la Cordillère, irrationnels et subjugués par leurs traditions millénaires. Vues de l'autre côté, les qualités morales du monde indigène, la solidarité et le respect de la nature affrontent l'individualisme, l'exploitation et la vénalité des créoles ; l'autochtonie permettant de légitimer les autonomies indigènes tout en rejetant le développement séparé des régions autonomistes (dont les enjeux économiques sont, il faut bien le dire, autrement plus problématiques pour l'État central). Que le terme de culture tende à remplacer celui, plus tabou, de race ne change rien à la force des stéréotypes ni à la subjugation des affiliations par le postulat de l'identité. Pas plus d'ailleurs que l'impossible coïncidence termes à termes entre indigène/non indigène, hautes terres/basses terres, partisans du MAS/ opposants. D'autant que la grande majorité de la population ne répond ni à l'idéal type du paysan indigène replié sur sa communauté ni à celle de l'élite blanche des grands entrepreneurs. D'où la surprise de bon nombre de Boliviens de voir des personnes en frapper d'autres, apparemment en tous points semblables à elles-mêmes, au nom d'une origine ethnique différente.

12 La presse française s'est faite l'écho des agressions du 24 mai dernier contre les paysans de la région et les partisans du MAS réunis à Sucre pour recevoir Evo Morales et les ambulances qu'il devait remettre aux municipalités rurales. Interdit d'atterrir sur l'aéroport de la ville – comme dans les cinq autres chefs-lieux de département dirigés par l'opposition – le président avait suspendu son voyage. Manipulée par les opposants des régions autonomistes, la colère des habitants face au refus du gouvernement d'envisager le déménagement de l'exécutif et du législatif de La Paz à Sucre — capitale constitutionnelle de la nation – s'était alors muée en rage raciste contre tout ce qui est paysan, ou y ressemblait. Frappés et pourchassés, des otages mis torses nus comme pour souligner la sauvagerie de leur indianité, furent emmenés sur la place principale et sommés de s'agenouiller devant l'édifice où Bolivar déclara l'indépendance de la Bolivie. Aux cris d'« Indiens de merde » et de « MASistes » (son synonyme), une foule qui leur ressemblait parfois comme un frère, les obligea à brûler leurs vêtements traditionnels et les insignes du MAS (dont tous n'étaient évidemment pas partisans). La grande mystification du racisme n'est-elle pas de permettre de naturaliser l'imaginaire des affiliations – et de racialiser les différences politiques – y compris aux yeux de ceux qui, selon leur propre logique essentialiste, ne sont en rien différents de leurs victimes ?

13 Pourtant, alors que le pays s'enfonce dans l'impunité et la désinstitutionnalisation, la démocratie n'a sans doute jamais été aussi populaire. Impossible d'écouter la radio ou d'allumer la télé, sans entendre les dirigeants de tous bords ancrer leurs positions et justifier leurs actions – aussi violentes soient-elles – au nom de la lutte pour la démocratie, et pour les droits humains son corrolaire obligé. Le gouvernement a trop longtemps méprisé ses détracteurs. Aujourd'hui, confronté au harcèlement des

institutions dirigées par l'opposition (notamment certaines mairies et préfectures, le Sénat, les plus hautes autorités judiciaires), aux actes violents de ses hommes de main et au pouvoir des médias qu'elle contrôle, il se retrouve à privilégier la légitimité populaire de sa très grande majorité au détriment de l'institutionnalité et de la légalité. Ce fut le cas lorsque les habitants de Sucre, suite au refus de la majorité du MAS de traiter leurs demandes régionales à l'Assemblé constituante, lui interdirent de siéger et la contraignirent à conclure ses travaux à la va-vite dans une caserne militaire et en absence des élus minoritaires de l'opposition. Aujourd'hui, ces défauts de procédure constituent un des arguments du rejet par l'opposition du projet de constitution et un élément important de la construction de l'image d'un gouvernement autoritaire, dictatorial et tyrannique. Il n´y n'a pas si longtemps, au début du siècle dernier, des penseurs boliviens proclamaient que le cerveau indigène, prépolitique et biologiquement disposé au caudillisme, était incapable de concevoir la démocratie moderne. Les accusations récurrentes selon lesquelles les paysans et les indigènes seraient payés pour se mobiliser ou qu´ils suivraient le gouvernement comme un seul homme sans cervelle répondent à la même matrice raciste qui ancre le politique dans la génétique, en commençant par le « sang indigène » du président. Mais le gouvernement n'est pas en reste lorsqu'il accuse l'opposition de se limiter à quelques oligarques « blancoïdes », oubliant que la grande force de l'imaginaire identitaire régional est de proposer à qui le veut d'acquérir une identité ancestrale. C'est ce qui permet à des descendants d'indigènes des basses terres, de « kollas » ou de croates d'être « camba » sans recourir à une transfusion sanguine. L'assimilationnisme régional peut cependant jouer des tours lorsqu'un « Camba » à la peau trop foncé ou aux manières trop paysannes est automatiquement soupçonné d'être partisan du MAS. L'élu, de l'opposition mais identifié comme indigène, qui fut physiquement agressé à sa sortie de l'Assemblée constituante aurait sûrement quelque chose à dire sur les incohérences d'un racisme qui se perd entre l'évidence des phénotypes et ses nouveaux ancrages culturalistes...

14 C'est donc dans un contexte de montée des particularismes, de désinstitutionnalisation de la vie politique au profit de la légitimité populaire (nationale pour le gouvernement, régionale pour les préfets de l'opposition) et de la violence de la rue, que les injonctions universalistes de la démocratie et des droits humains ont paradoxalement acquis un poids prépondérant. La guerre médiatique pour la démocratie que se livrent le gouvernement et l'opposition ne peut s'entendre sans l'internationalisation de la vie politique bolivienne. Depuis le début des conflits, l'Organisation des États américains (OEA), le bloc régional sud-américain, et même l'ONU, sont devenus les invités incontournables de toutes les négociations. Pour des raisons idéologiques, de maintien de la stabilité régionale ou, plus pragmatiquement, en raison des dépendances envers les hydrocarbures boliviens, tous les gouvernements sud-américains ont exprimé leur appui inconditionnel au gouvernement de Morales. À la légitimité du vote populaire s'ajoute ainsi l'unanime appui régional, décisif pour un État au final assez faible et qui, malgré la loyauté de l'armée, redoute l'usage de la violence institutionnelle. Le soutien actif des États-Unis à l'opposition, qui lui a valu l'expulsion de son ambassadeur, et les ingérences du Venezuela donnent au panorama actuel des relents de réchauffement de guerre froide. Le plus surprenant est que tous partagent désormais la démocratie comme slogan...

NOTES

1. Notamment, en langue française, Jean-Pierre Lavaud sur la vie politique bolivienne, Franck Poupeau sur les mouvements sociaux, Hervé Do Alto sur l'histoire du MAS, Zéline Lacombe sur les luttes régionalistes et leurs contenus identitaires et Laurent Lacroix sur les premières décentralisations des années 1990.

2. Mineurs en tête, la révolution nationale de 1952 a dérouté les oligarchies dominantes et imposé la réforme agraire, la nationalisation des mines et le suffrage universel.

3. On peut évidemment questionner les ancrages (historiques, socioculturels ou même biologiques) du concept « indigène ». Il s'agit simplement ici d'utiliser une autoaffiliation et une catégorie du politique.

4. Notamment celles surgies dans les années 1970, du katarisme des Aymara des hauts plateaux de La Paz (en hommage à Tupac Katari, héro d'une insurrection aymara contre les Espagnols) qui constitue un des premiers mouvements indigènes modernes de l'Amérique du Sud. Les kataristes ont également joué un rôle important dans les luttes contre les dictatures militaires des années 1960 à 1982.

5. Le recensement national de 2001 comportait une question sur l'auto-identification à l'une des « ethnies » suivantes : aymara et quetchua des Andes et une trentaine de groupes sociaux (notamment guarani) des basses terres tropicales, démographiquement bien moins nombreux.

6. Voir note 4.

7. L'autre étant le département dont Sucre est le chef-lieu. Capitale constitutionnelle du pays, ses demandes historiques d'héberger le gouvernement sont à l'origine de son adhésion au bloc formé par les oppositions régionales au gouvernement central.

8. Camba est un ethnonyme qui désignait auparavant les péons des haciendas des basses terres, il est aujourd'hui utilisé pour désigner l'ensemble des habitants des basses terres indépendamment de leurs affiliations éthiques. « Kolla », par référence au Kollasuyu, une des sous-divisions de l'empire inca, renvoie, sur un mode similaire, tous les habitants des hautes terres. La naissance de ces ethnonymes englobant est corrélative au surgissement des revendications régionales « camba » contre un État centralisé « kolla ».

9. Les Indiens des basses terres ont historiquement bénéficié d'une plus grande bienveillance dans la pensée raciste par rapport aux « Kollas », notamment les Aymara qui sont à l'origine du surgissement d'un nationalisme indigène et dont la proximité avec le siège du gouvernement, La Paz, prédisposait également à un plus grand rôle politique.

AUTEUR

PASCALE ABSI

IRD, UMR 201 Développement et Sociétés. 45 bis rue de la belle Gabrielle – 94736 Nogent-sur-MarnePascale.absi@ird.fr